

Meilleurs vœux, felice anno nuovo, aam said, bon nannen, ein gutes neues Jahr, akemashite omedetô !

Par **Xavier Desmaison**

Avec le Nouvel An, nous autres frères humains sommes nombreux à pratiquer la fâcheuse habitude des promesses non tenues. Je veux bien sûr parler des bonnes résolutions de début d'année (pourquoi diable s'imposer des « dry January » dans le pays du Chassagne-Montrachet ?), et dans une forme plus collective, celle des vœux des dirigeants (plus avantageusement accompagnés de Veuve Cliquot). Il est de bon ton de tourner en dérision la naïveté des premiers et de n'écouter que d'une oreille distraite les seconds. Ils sont en réalité une importante occasion de marquer un temps d'arrêt et de recul salutaire et, en hommage à Janus qui contemple à la fois le passé et le futur, d'inscrire l'individu et le collectif dans la continuité d'un récit.

Vers la fin décembre, pour la plume de chef d'Etat épuisée qui s'empresse de bâcler le pensum des vœux avant de rejoindre lectures, canapé cosy et feu de cheminée pour quelques jours de congés mérités, Janus est une bonne âme : le discours de Nouvel an est un exercice de style relativement aisé, avec ses topos et passages obligés. Au passé son satisfecit, au futur sa tension positive. « Nous avons bien bossé l'année dernière même si la situation n'était pas facile. Comme nous sommes particulièrement forts quand nous sommes unis, on va voir ce qu'on va voir l'année prochaine si nous nous retroussons les manches ».

Les variations, plus ou moins heureuses, se font par le ton, le style et les priorités données. Olaf Scholz a par exemple fait une sobre démonstration de *deutsche qualität* : nous nous attendions au pire, mais « les choses se sont passées différemment

parce que nous avons freiné la récession économique. Nous avons économisé de l'énergie et nous nous sommes préparés à temps. Nous l'avons fait tous ensemble. Nous pouvons nous appuyer sur n'importe quel vent contraire et l'emporter ».

Année électorale pour les Britanniques oblige, Rishi Sunak n'hésite pas à faire un éloge enthousiaste, bien qu'un rien immodeste, de ses propres actions : « Nous pouvons nous réjouir d'avoir passé une année mémorable. Nous avons accordé un financement record au système national de santé et aux services sociaux. Les écoles anglaises remontent en flèche dans les classements mondiaux. Nous avons relancé l'économie.

Nous avons réduit l'inflation de moitié. Nous avons mis en place la plus grande réduction de l'impôt sur les sociétés de l'histoire britannique moderne. Et au cours des dernières semaines, nous avons enregistré un incroyable investissement de 60 milliards de livres sterling au Royaume-Uni. (...) Nous devrions regarder vers l'avenir avec fierté et optimisme, en pensant à ce que nous pouvons faire ensemble pour construire un avenir meilleur pour tous. »

La structure du discours est en place, le feu crépite déjà, la chartreuse, la vodka ou le sake sont au frais ; ne reste qu'à rajouter le souffle, l'ingrédient spirituel, le récit mythologique, l'anima qui va animer le collectif. Les communicants d'entreprise croient avoir inventé cela récemment sous le nom de raison d'être, ricane notre plume, qui a toujours su que les livres sterling ne suffisent pas pour mettre réellement un groupe en mouvement.

En perpétuant la poésie de la longue marche, Xi Jinping s'ancre dans l'abnégation : « Nous avons traversé l'épreuve des vents et des pluies, nous avons vu de belles scènes se dérouler en chemin et nous avons accompli de nombreuses réalisations. Nous nous souviendrons de cette année comme d'une année de travail acharné et de persévérance. Nous avons pleinement confiance en l'avenir ». Dans un contexte de « peur du retour de la guerre, du déclassement, de la perte de contrôle », le président Macron a choisi de réactiver la mythologie française du rebond, celle de Jeanne d'arc, Choiseul, Renan, Clemenceau ou Jean Zay, de ces périodes de basse eaux qui nécessitent de se réarmer.

On se souvient du président Sarkozy en 2007 bonimentant bellement que « la France n'est jamais aussi prête au sursaut que lorsqu'on la croit sur le déclin », ou d'Ernest Renan dans sa Réforme intellectuelle qui semble décrire notre situation de 2024 quand il parle des raisons de la défaite de 1870 : « pendant que nous descendions insouciant la pente d'un matérialisme inintelligent ou d'une philosophie trop généreuse, laissant presque se perdre tout souvenir d'esprit national (sans songer que notre état social était si peu solide qu'il suffisait pour tout perdre du caprice de quelques hommes imprudents), un tout autre esprit, le vieil esprit de ce que nous appelons l'ancien régime, vivait en Prusse, et à beaucoup d'égards en Russie ». Car Vladimir Poutine, de son côté, en appelle à la mère patrie, une grande famille à l'échelle du pays : « nous sommes fiers de nos réalisations communes et heureux de nos succès.



Et nous avons été fermes, protégeant les intérêts nationaux, notre liberté et notre sécurité, et nos valeurs qui continuent d'être notre fondement inébranlable (...) Et la chose principale qui nous a unis, c'est le destin de la patrie ». Dans le pays de la statue de la Liberté, d'Eisenhower et de Reagan, après le passage à vide du Covid, « le peuple américain comprend que nous sommes mieux placés que n'importe quel autre pays pour diriger le monde », observe Joe Biden. Enfin, Fumio Kishida cherche à activer la capacité d'adaptation et d'assimilation japonaise en rappelant « qu'au cours des périodes d'énormes changements, qu'il s'agisse de la restauration Meiji, de la reconstruction d'après-guerre ou de la période de croissance économique rapide, le Japon s'est emparé de ces tendances et a transformé ces changements en force ».

Bref : introduisons une grande notion partagée par une histoire commune, qu'il s'agisse d'abnégation, de sursaut, de mère patrie, de retour au leadership ou d'adaptation, et le discours est plié. La plume note au passage que les mots qu'elle a choisis cette année sentent le sang et les larmes davantage que les lendemains qui chantent, la fin de la fête plus que la dolce vita et le sea, sex and sun. Rajoutons quelques raisons concrètes d'espérer, se dit-elle, après tout je subis peut-être encore simplement ma dépression post-covid. Il se souvient de Philippe Muray.

Même si nous rentrons de nouveau dans l'histoire tragique, la fête reste probablement toujours l'un des marqueurs de notre post-modernité, au moins par effet d'inertie. Insistons sur une touche positive et fun, un moment de mobilisation et de compétition fair play : les gants de boxe autour du cou, le Président Macron nous rappelle la partie

festive du sport et les valeurs de l'olympisme. En campagne électorale, Joe Biden s'affiche quant à lui en direct sur le grand écran de Time Square auprès de la foule réunie pour la fête du nouvel an. Véritable « family man » accompagné de son épouse, il décrit avec gourmandise les pâtes, le poulet au parmesan et la glace aux pépites de chocolat qu'il vient de dévorer en excès comme un real American.

Son père lui avait appris ce qui est important, que ce sont les emplois qui font la dignité. Et « nous avons ramené beaucoup d'emplois aux États-Unis. Les gens sont maintenant en mesure de gagner leur vie ». Il précise à ses compatriotes américains que « nous revenons, et il était temps », pour ne pas se laisser distancer par le « make america great again » de son concurrent. De son côté, toujours consciencieux dans sa *deutsche qualität*, Olaf Scholz parle de l'unité nécessaire pour les élections européennes, de la réduction du nombre de personnes qui traversent les frontières européennes, et des investissements à venir dans de grands projets d'infrastructures et dans les secteurs stratégiques comme les batteries et les microprocesseurs, de baisse d'impôts et d'amélioration des prestations sociales pour les plus pauvres.

C'est à peu près la stratégie qu'évoque Rishi Sunak, qui aime la relance économique mais n'aime pas non plus les bateaux clandestins qui traversent la Manche. Il insiste en complément sur la souveraineté énergétique et sur l'éducation, probablement encore insatisfait de sa 11e position dans le classement PISA 2023 (l'Allemagne et la France sont au rang 22 et 23). Enfin, pour donner du baume au cœur, Xi Jinping nous rappelle que cette année, « la Chine sera certainement réunifiée et tous les Chinois des deux côtés du détroit de

Taiwan devraient être liés par un objectif commun et partager la gloire du rajeunissement de la nation chinoise ».

La mention du poulet au parmesan de Joe Biden lui ayant donné faim, notre plume bâcle la fin de son discours. Peut-être pourra-t-il s'en offrir une portion à la gare. L'heure tourne, et le train SNCF des vacances, s'il arrive à destination systématiquement en retard, ferme ses portes tout aussi systématiquement en avance. Malgré tout, il se dit que tant que le barman du TGV est affublé du sobriquet bizarre de barista et que ce dernier peut lui procurer un pot de glace bio aux pépites de chocolat siglé d'un chef étoilé, la vie, et par conséquent l'année qui s'annonce, valent la peine d'être vécues dans ce pays miraculeux qu'est la France ●

REGARD D'EXPERT

La fin de l'imaginable, les nouvelles frontières des conflits

Interview du Général Didier Castres



Ancien élève de l'école spéciale militaire de Saint Cyr (1980-1982), le général d'armée (2S) Didier Castres a été adjoint au chef d'état-major particulier du Président de la République de 2005 à 2009, puis a

commandé le Centre de Planification et de Conduite des Opérations de l'état-major des armées et a été sous-chef d'état-major Opérations. Dans ces différentes fonctions, il a participé à la planification et la conduite de l'ensemble des opérations conduites par la France entre 2009 et 2016. Le 1er septembre 2020, il rejoint le cabinet d'affaires ESL and Network. En 2023, tout en restant senior adviser chez ESL, il prend la présidence de GEOS groupe ADIT.

n'aurait jamais abouti sans tous ceux qui ont croisé ma carrière ou dont j'ai croisé la leur... Mes chefs, mes pairs et mes subordonnés et surtout tous les soldats, marins et aviateurs desquels j'ai toujours beaucoup exigé et qui ont toujours répondu présents. Ce livre, c'est une façon de leur rendre hommage. C'est pour cela que dans cette logique, j'ai décidé que les droits d'auteurs soient intégralement reversés à une association qui aide les soldats français blessés en opérations, nos poilus du 21^{ème} siècle.

Ensuite, dans notre façon de concevoir notre sécurité, la nôtre mais aussi notre sécurité collective, nous devons intégrer trois tendances lourdes qui devraient structurer les politiques de défense et de sécurité. ... Et les intégrer c'est d'abord les accepter et ne pas détourner les yeux de ce qui est en train de se passer. La première, c'est l'incertitude chronique qui plane comme une épée de Damoclès au dessus des relations internationales. Les crises à conséquences internationales s'enchaînent depuis une quinzaine d'années à un rythme sans cesse croissant faisant des crises un état quasi continu. Il nous faut sortir de nos zones de confort, arrêter d'attendre les crises mais au contraire aller en chercher tous les signaux faibles et surtout nous préparer à affronter des choses qui n'ont jamais été, pour reprendre la phrase de P. Valéry.

Quels sont les principaux enseignements que vous mettez en évidence ?

De ces 14 années d'implication dans les crises, j'en retiens trois 3 majeurs :

D'un point de vue très général que je n'ose pas baptiser géopolitique au risque d'une arrogance prétentieuse, nous vivons une période de compétition des modèles politique, économique et culturel. Le modèle occidental que nous avons cru universel au moment de la chute de l'Union soviétique et de l'avènement de la soi-disant « fin de l'histoire », ce modèle parfois dévoyé que nous avons tenté d'imposer au monde entier n'est pas universel, ne l'est plus. Il est contesté en Afrique et plus particulièrement au Sahel, au proche et au Moyen-Orient, en Asie.... Il va nous falloir trouver des modèles alternatifs nous permettant de continuer à parler et à coopérer avec tous les États qui refusent notre modèle, surtout avec ceux qui seront le prochain centre de gravité du monde d'ici la fin du siècle.

La deuxième tendance est d'accepter là aussi le fait que nous allons passer de « guerres ou de crises choisies », c'est-à-dire de guerres ou de crises dans lesquelles nous décidions souverainement de nous impliquer, à des « guerres ou des crises d'obligation » que nous ne pourrions esquiver. Nous pouvions toujours décider d'aller ou pas en Centrafrique, d'aller ou pas lutter contre la piraterie au large de la Somalie. Mais pouvions-nous ne pas nous engager contre Daesh ?

Enfin, la troisième tendance, c'est d'observer que la force est redevenue le levier premier de résolution des crises bien loin de l'utopie de la résolution des conflits par les voies du dialogue et de la diplomatie. Reste désormais à identifier ce qui compose la force aujourd'hui et il ne s'agit pas uniquement de la seule force militaire.

Mon général, vous venez de faire paraître « la fin de l'imaginable, les nouvelles frontières des conflits », pourquoi ce livre ?

Entre 2002 et 2016, d'une façon ou d'une autre, que ce soit comme commandant d'un régiment, depuis l'Élysée ou à l'état-major des armées, j'ai été plongé dans toutes les crises à la résolution desquelles notre pays voulait s'impliquer. 14 ans d'affilée sans entrer dans le champ statistique, c'est déjà suffisant pour en tirer des enseignements. C'est ce que j'ai voulu partager dans cet essai. Pour autant, je ne cherche pas à m'élever au-delà de ma condition. Je ne suis pas un polémologue, un polémologiste, un stratège ou un expert des relations internationales. En me forçant à l'exercice et au couperet de l'écriture c'était aussi chercher à rendre cohérentes et intelligibles ce qui n'étaient que des impressions fugaces, des intuitions ou des convictions mais vite chassées par le tempo de l'actualité et l'enchaînement des crises. Enfin, cette réflexion

Sans dévoiler l'intégralité de votre essai, à quelles conclusions souhaiteriez-vous que vos lecteurs aboutissent ?

Tout ceci nous oblige à changer notre logiciel vis-à-vis de notre politique de défense et de sécurité et vis-à-vis de notre regard sur le monde. Il nous faut d'abord manifester une plus grande lucidité sur notre propre capacité à peser sur les crises et à les résoudre. Les communiqués, les coups de menton martiaux et les déclarations d'intention ne résolvent aucune crise, seuls les actes comptent pour ce qu'ils pèsent. Ensuite, il nous faut avoir la capacité à apprendre et à comprendre nos interlocuteurs, nos alliés comme nos compétiteurs, nos partenaires comme nos ennemis. Aucun dialogue compétitif n'est possible si nous sommes enfermés dans nos certitudes, dans nos modèles, dans nos cultures et si nous considérons qu'elles sont indépassables. Enfin, il ne s'agit pas de bannir la force des leviers de résolution des crises, il s'agit d'en avoir une définition plus large que la seule force militaire ●

[1] aux éditions « Débats publics »



REGARD D'EXPERT

Pourquoi le Hezbollah ne rentre pas en guerre dans le conflit à Gaza ?

Par Bertrand Besancenot



Bertrand BESANCENOT est Senior Advisor chez ESL & Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie Saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen Orient.

un acteur à la fois si difficile à appréhender et à combattre. A mesure qu'il grandit et s'enracine au Liban, le Hezbollah joue un rôle croissant dans le pays du Cèdre et prend une trajectoire qui le conduit, presque naturellement, à mettre en veilleuse une partie de son identité au profit de l'autre. Sa « victoire divine » de 2006 l'a encouragé à concentrer l'essentiel de ses efforts au renforcement de sa position sur la scène libanaise jusqu'à en devenir, une décennie plus tard, le proto-Léviathan. Le rêve de « libérer la Palestine » est dès lors passé au second plan.

L'identité du Hezbollah, qui présente de multiples facettes, s'est complexifiée au cours des décennies, tandis que le parti a diversifié ses activités. Depuis sa création par les Gardiens de la révolution iranienne au début des années 1980, il a été tout à la fois un mouvement de résistance, un parti-milice, une organisation sociale, une mafia internationale ou encore une force d'intervention régionale.

Il revêt, au gré des circonstances, une ou plusieurs identités sans devoir renoncer aux autres. Cela constitue sa principale force, ce qui en fait

De même, les interventions du mouvement chiite en Syrie, en Irak et au Yémen au cours de la décennie 2010 lui ont donné le sentiment, parfois réel, qu'il pouvait endosser le costume de grand exécutant de la politique iranienne au Moyen-Orient. En quinze ans à peine, le Hezbollah est devenu un acteur de poids sur l'échiquier régional et le maître du jeu à Beyrouth.

Ce nouveau statut a toutefois été chèrement acquis au prix d'une mise en sourdine de sa volonté d'en découdre avec son ennemi originel. Ainsi, la frontière libano-israélienne est restée calme pendant 17 ans. En 2022, le Hezbollah est allé jusqu'à donner son feu vert à la signature d'un accord sur la délimitation de la frontière maritime avec l'Etat hébreu.

Le parti chiite a justifié cette décision en minimisant sa portée et en la réduisant à de simples questions techniques. Pourtant, les obser-



vateurs avisés ont bien compris que cet événement illustre le fait que le Hezbollah avait désormais pour priorité la stabilisation de ses acquis au Liban et dans le monde arabe, ce qui ne veut pas dire qu'il renonce pour autant à la « résistance ».

Les évolutions du Hezbollah depuis 2006

L'attaque surprise et sanglante du Hamas le 7 octobre dernier a semblé dans un premier temps bouleverser cette équation. Le Hezbollah a-t-il, à l'instar du Hamas, caché son jeu pendant des années afin de préparer une attaque de grande envergure ? Ou a-t-il été pris de court par celle-ci comme il le prétend ? Trois mois après, une grande part de mystère subsiste encore autour de cette question. Ce qui ne fait pas de doute, en revanche, c'est que depuis le 8 octobre, date du début des hos-

tilités avec Israël, le parti chiite fait tout pour éviter l'éclatement d'une guerre totale.

Israël a pourtant franchi plusieurs lignes rouges, frappé en profondeur le territoire libanais, tué des civils, assassiné le numéro deux du Hamas en pleine banlieue Sud de Beyrouth, et éliminé 157 combattants du Hezbollah. Malgré cela, ce dernier poursuit le combat en respectant les règles d'engagement.

La présence des porte-avions américains dans la région, qui sont venus expressément pour dissuader le Hezbollah, a certainement eu l'effet escompté. La formation pro-iranienne sait que le rapport de force lui serait très défavorable et qu'une guerre ouverte contre Israël pourrait aboutir à son affaiblissement, voire à son élimination.

Il ne peut pas prendre ce risque, sauf si l'enjeu est d'ordre existentiel pour lui ou pour Téhéran. Sa priorité est de maintenir sa domination au Liban et l'influence de l'Iran dans la région et non de « libé-

rer la Palestine ». Le Hezbollah n'est plus le même qu'en 2006 parce qu'il a désormais beaucoup plus à perdre qu'à l'époque. Il est devenu le principal actionnaire de l'Etat libanais et doit agir en tant que tel. Il serait prêt à entrer en guerre pour sauver le régime de Bachar el Assad et est prêt à tout pour éviter que la justice effectue son travail dans l'affaire de l'assassinat de Rafic Hariri ou dans celle de la double explosion au port de Beyrouth. Le mouvement chiite fait pour la première fois référence à ses « 100 000 combattants » après les incidents de Tayouné, en 2021, mais il ne veut pas se lancer dans une nouvelle aventure belliqueuse contre Israël.

Son comportement durant la séquence actuelle à Gaza est révélateur de son évolution. Non seulement ces trois derniers mois ne l'ont pas conduit à remettre en question la trajectoire qu'il a prise depuis 2006, mais ces événements ont accéléré sa mue. Au point que Hassan Nasrallah se dit désormais ouvert à entamer des pourparlers avec Israël une fois le conflit fini. Le Hezbollah accepterait l'idée de négocier le retrait israélien des territoires occupés au Liban, ce qui constituerait un fait sans précédent, car le mouvement chiite s'était toujours montré intransigeant sur ce point dans ses discours. Cela implique qu'il reconnaît de facto l'existence d'Israël, qu'il n'a plus l'intention de combattre son ennemi depuis le front sud et qu'il n'a plus besoin de cette excuse pour justifier son statut spécial sur la scène libanaise.

Il ne veut pas la paix et va continuer d'entretenir sa rhétorique sur la « résistance ». Mais il est clairement prêt à geler indéfiniment ce conflit, comme Hafez el-Assad l'a fait concernant le Golan au milieu des années 1970. L'accord de désengagement de 1974, négocié par Kissinger, a permis à l'ancien président syrien de ne plus être « encombré » par cette guerre qu'il ne pouvait pas gagner, sans pour autant faire la paix, et de pouvoir ainsi se concentrer sur le renforcement de son assise en Syrie puis au Liban.

Le Hezbollah s'est libanisé depuis 2006. Non pas au sens où il agirait désormais dans l'intérêt exclusif du Liban et non de l'Iran, mais plutôt parce qu'il est conscient que le destin du Liban est désormais intrinsèquement lié au sien. La réalité libanaise est plus présente dans ses décisions, ce qui constitue une bonne nouvelle. En revanche, cela signifie que le Hezbollah va tout faire pour façonner la vie politique libanaise conformément à ses intérêts et à ceux de son parrain iranien. Cela passera par la préservation de sa mainmise sur l'Etat libanais et de sa capacité de nuisance dans la région, ce qui n'est pas une bonne nouvelle pour le Liban ! ●

À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.